

De la nécessité de la lutte, contre les lois et les décrets liberticides...

Aujourd'hui, avec la coordination locale « le monde d'après », nous sommes rassemblés pour marquer notre opposition à deux lois et trois décrets que nous estimons dangereux car ils mettent en cause nos libertés fondamentales.

Il s'agit de la loi dite « Sécurité globale » qui a été votée à l'Assemblée Nationale et qui passera au Sénat en mars. C'est ce projet qui s'attaque à la liberté de la presse et vise, notamment à interdire de filmer les violences policières.

Il s'agit de la loi dite « contre le séparatisme », rebaptisée « loi confortant les principes de la République » actuellement en débat à l'Assemblée Nationale. Celle-ci s'attaque au droit d'association, aux libertés d'enseignement et de culte... et cherchent à diviser la population en désignant les musulmans comme boucs émissaires.

Il s'agit enfin de 3 décrets pris début décembre qui étendent le fichage policier des personnes sur la base leurs opinions politiques, leurs appartenances syndicales ou leurs données de santé.

Ces textes constituent autant de signes d'alerte sur la dérive autoritaire du pouvoir, laquelle se diffuse également au niveau local (voir ci-dessous le sujet des informateurs de la police, mis en place par la mairie de Saint-Malo).

Intervenant dans le contexte anxiogène de l'épidémie, cette obsession sécuritaire est la conséquence de la peur du pouvoir, face aux réactions que peuvent susciter les attaques anti-sociales et restrictions subies actuellement par les salarié.es, les jeunes, les professionnels du commerce et de l'artisanat....

...et contre les licenciements et attaques anti-sociales

Non seulement le gouvernement s'est planté à chaque étape du développement de la pandémie de Covid, en commençant par nier le danger, puis par prétendre que les masques étaient inutiles, en faisant passer l'économie avant la santé, la production d'objets inutiles avant la culture et la vie quotidienne, mais il a continué à casser les services publics et même à supprimer des lits d'hôpitaux pendant la crise sanitaire. C'est cette politique de valse-hésitation qui a conduit à une situation où l'on va probablement se retrouver à subir un nouveau confinement.

Mais les affaires des capitalistes ont continué pendant la crise. Les super riches sont devenus encore plus riches et les pauvres plus pauvres, en particulier les travailleurs et les précaires qui ont perdu leurs emplois. Les 43 milliardaires français les plus riches ont retrouvé et dépassé leur niveau de richesse un peu égratigné en neuf mois, alors que les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont pas-

sés de 5,5 millions à 8 millions, et qu'il faudra sans doute des années à la population pour retrouver son niveau de vie, si elle l'a retrouve.

Le patronat met la situation à profit pour accélérer ses restructurations : Air France, Aéroports de Paris, Airbus, Danone, Nokia, Renault, Celio, les plans de licenciement se multiplient. Ce sont des milliers d'emplois qui vont disparaître. Certains patrons ont même le culot de faire du chantage pour imposer des réductions de salaires, à la SNCF et aéroports de Paris par exemple où cette baisse serait de 8 %.

Pour l'interdiction des licenciements, le retrait définitif de la loi sur les retraites, de l'assurance chômage..., **les syndicats ont appelé pour jeudi prochain, 4 février**, à une journée de grève et de manifestation.

Le NPA soutient cet appel et la manifestation qui aura lieu à Saint-Malo (rassemblement devant la médiathèque) .

= délation, dénonciation...

PAS QUESTION

M. Lurton



La ville de Saint-Malo entend mettre en place un réseau de citoyens « référents » chargés de transmettre « dès que possible des informations aux forces de sécurité afin que celles ci interviennent de manière ciblée en fonction des renseignements fournis ».

les cambriolages, les démarchages motivés par des actes d'escroquerie, ou encore les dégradations » de **faire remonter à la police toutes sortes de « signaux faibles » de comportement, d'habitudes de vie, voire d'opinions non conformes à la pensée dominante.**

2. **Ce projet ne répond en aucune façon aux problèmes que peuvent poser la délinquance et certains actes d'incivilité** à une partie des habitants. La délinquance est en effet un produit de la désagrégation de la société, du chômage, de l'idéologie individualiste du chacun pour soi dont les riches et les puissants nous donnent l'exemple. Certes, ces derniers ne brûlent pas les voitures, ne font pas de tapage dans les escaliers, mais ils volent des milliards à la société par la spéculation, mettent la planète en danger, pillent les pays pauvres. Les petits délinquants ne font que les imiter à leur niveau. Il est illusoire de croire que la répression policière, même la plus dure, avec ou sans l'aide de mouchards pourrait venir à bout de cette délinquance. Dans aucun pays elle n'y est parvenue.

3. **Ce n'est pas la fonction fondamentale de la police de mettre fin à cette petite délinquance.** Cette fonction est de maintenir l'ordre social, la propriété privée des capitalistes, de réprimer la contestation, y compris par la violence la plus féroce quand elle dérange le pouvoir et les classes privilégiées. On l'a bien vu récemment avec la répression du mouvement des gilets jaunes. **Un réseau de mouchards ne pourrait que l'aider à réprimer cette contestation sociale.**

4. Pour faire disparaître la délinquance, il faudrait changer de société. Mais il est possible sans attendre de la faire reculer en donnant des perspectives aux jeunes dans des luttes pour améliorer leur sort, en reconstituant des associations de quartier, des réseaux de solidarité, en renforçant les moyens des éducateurs. Cela demande une mobilisation, mais cela permettrait de restituer des liens fraternels entre voisins et d'exercer une pression de nature à réduire les comportements sociaux.

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin : npasaintmal@gmail.com

Saint-Malo, le 29 jan. 2021

